

AP du 27/10/97

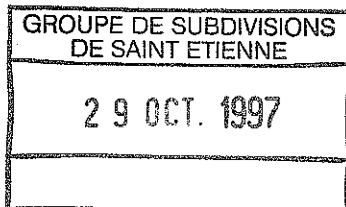
→ Act I C

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE



Affaire suivie par : Brigitte MARTEL
numéro d'appel : 04 77 48 48 95
BM/NP

Dossier n° 17.744

VU la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 16,

VU le décret du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée, et notamment son article 18,

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1977, modifié le 28 mars 1984 et complété le 5 mars 1993, réglementant les activités de forge exercées à FIRMINY, Usine de l'Ondaine, 40 rue de la Tour de Varan, par la Société TECPHY,

VU les lettres en date du 19 décembre 1994, 18 avril, 30 mai 1996 et 1er juillet 1997 par lesquelles la Société TECPHY a fait connaître la modification des classements des activités de son établissement au regard de la nomenclature des installations classées,

VU la lettre du 16 avril 1996 par laquelle la Société TECPHY présente son projet de mise en oeuvre de la restructuration de son réseau d'eau unitaire en type séparatif,

VU les rapports de M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des installations classées en date des 29 janvier, 30 avril 1996, 27 juin et 14 août 1997,

VU les avis émis par le Conseil départemental d'Hygiène au cours de ses séances du 21 février 1996 et 19 septembre 1997,

.../...

CONSIDERANT :

- qu'il convient d'actualiser le classement des activités exploitées par la société au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et de lui imposer des prescriptions complémentaires,

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er :

Le tableau de classement des activités exploitées par la société TECPHY à FIRMINY anciennement dénommée société FORTECH, cité à l'article 1 : installations autorisées de l'arrêté préfectoral du 05 mars 1993 est remplacé par le tableau ci-après suite à la parution du décret du 11 mars 1996 modifiant la nomenclature des Installations Classées :

DESIGNATION DE L'ACTIVITE	ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT	N° DE LA NOMENCLATURE	A ou D
Fabrication de l'acier au convertisseur, au four électrique ou par affinage en poche	Acierie : * 1 four à arc 40 T * 1 four induction 6 T * 1 four poche 40 T (affinage) * 4 fours 2x500kg à induction 2x2500kg	ancien 32 nouveau 2545	A A ✓
Aluminium (dépôts de poudre, limaille, tournures, copeaux) - Sans poudre quantité > 5 t	Acierie : 20 t de grenailles d'aluminium stockées en trémies et magasin supérieur à 1 t	ancien 46-A nouveau 1450,2,a	D A ✓
Combustion de (fioul domestique ou gaz naturel) supérieur à 20 MW	L'ensemble des installations de combustion représente une puissance thermique de 64 MW Gaz	ancien 153 bis nouveau 2910-1°	A A ✓
Dépôts de ferrosilicium	Acierie : 20 T en big-bag	195	D ✓
Dépôts de liquides inflammables Capacité nominale comprise entre 10 et 100m³	12 m³ de gaz oil 250 litres d'acétate d'Ethyle (point éclair = - 4°C) Traitements thermiques : 440 m³ d'huile de trempe (point éclair 180°C) capacité nominale : 33 m³ forge : 50 m³ d'huile hydraulique	253	D ✓
Travail mécanique des métaux et alliage par laminage, étirage et tous procédés de formage Plus de 15 ouvriers	Atelier Forge : 33 personnes Puissance installée 3000 kW	ancien 281 nouveau 2560	D A ✓

Travail mécanique des métaux et alliages par décolletage, fraisage, meulage, perçage, serrage et tous procédés analogues plus de 15 ouvriers	Atelier Usinage : * 8 scies * 1 aléseuse fraiseuse * 11 tours * 4 foreuses Puissance installée 1088 kW	ancien 282 nouveau 2560	D A
Fonderies de métaux et alliages Utilisation même accidentelle de déchets métalliques (tourmures, limailles, vieux métaux) imprégnés ou recouverts de produits étrangers divers (huile, peinture, isolants)	Aciérie : 4 000 T/mois maxi Production annuelle : 2 000 T/mois Supérieur à 10 t/jour	ancien 284-1-b nouveau 2551-1°	A A
Trempé recuit ou revenus des métaux et alliages	Traitement thermique : 14 fours de 225 à 4800 KW	ancien 285 nouveau 2561	D D
Stockage et récupération de déchets de métaux (résidus, carcasse de véhicules) Surface 50m2	Aciérie : 600 T sur 20 000m2	286	A
Stockage et utilisation d'oxygène liquide 0,5 < q < 200 t	2 stockages de 22 t unitaire	ancien 328-bis-2 nouveau 1220-3°	D D
Installation de réfrigération ou compression (P 1bar) P 500 KW	3 compresseurs pour l'établissement représentant une puissance absorbée de 1100 KW	ancien 361-B-2° nouveau 2920-2°	A A
Utilisation et dépôt de radio-éléments Activité 740MBq du gr. II + cobalt 60 - 4500 bequerel	Contrôle qualité installé à proximité du Parc à ferrailles Etalonnage des détecteurs de radioactivité à l'entrée	ancien 385 quinquies I-2-b et II-2-b nouveau 1710-2°	D D

ARTICLE 2 :

Les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 mars 1993 sont complétées par les prescriptions ci-après.

1 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE -

1.1 - GENERALITES -

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses doivent être prises.

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Les locaux où des poussières, des gaz polluants ou des odeurs peuvent se dégager doivent être assainis, conformément aux règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

→ Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (emballages, silos bâtiments fermés), conformément au second alinéa de ce paragraphe et dans des conditions satisfaisant par ailleurs la prévention des risques d'incendie, d'explosion, d'hygiène, et la sécurité des travailleurs.

Le stockage des autres produits en vrac doit être réalisé, dans la mesure du possible, dans des espaces fermés ; à défaut, des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation, doivent être mises en oeuvre.

Les dispositions appropriées seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.

L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir syphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

Les combustibles utilisés dans les installations de combustion seront du fioul domestique ou du gaz.

1.2 - INSTALLATION DE TRAITEMENT -

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne *peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.*

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, elles doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

1.2.1 - Valeurs limites de rejet -

Les valeurs limites ne doivent pas dépasser les valeurs fixées par le présent arrêté. Les méthodes de relèvement, mesure et analyse, de référence en vigueur à la date de l'arrêté sont indiquées en annexe I (a). Les prélèvements, mesures ou analyses sont, dans la mesure possible, réalisés au plus près du point de rejet dans le milieu récepteur. Toutefois, pour les effluents susceptibles de s'évaporer, ils seront réalisés le plus en amont possible.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en permanence, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de vingt-quatre heures pour les effluents gazeux.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Il doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments notamment techniques et économiques explicatifs du choix de la (ou des) source(s) d'énergie retenue(s) et justificatifs de l'efficacité énergétique des installations en place.

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites suivantes selon le débit massique horaire maximal autorisé :

PARAMETRES	VALEURS	FREQUENCE DES MESURES
Poussières	20 mg/m ³ et 150g/tonnes d'acier	Continue
Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre)	300 mg/m ³	Semestrielle
Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote)	500 mg/m ³	Semestrielle
Chlorure d'hydrogène	50 mg/m ³	Semestrielle
Fluor et composés inorganiques fluorés (en HF)	5 mg/m ³	Semestrielle
Composés organiques à l'exclusion du méthane	150 mg/m ³	Semestrielle
Gd + Hg + Ti	0,2 mg/m ³ et 1 g/h	Semestrielle
As + Se + Te	1 mg/m ³ et 5 g/h	Semestrielle
Sb + Gr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn	5 mg/m ³ et 25 g/h	Semestrielle

débit en continu à voir

étude

L'exploitant fournira sous un délai de trois mois l'étude générale de pollution atmosphérique imposée par l'arrêté préfectoral du 5 mars 1993 dans les conditions précisées par cet arrêté.

L'étude générale portera également sur les émissions diffuses générées par chaque activité, en particulier au cours du chargement du four seront déterminées les concentrations en poussières dans le ciel de l'atelier par des méthodes appropriées (faisceau laser, etc...) et les conditions de rejet à l'atmosphère.

1.3 - CONTROLES -

Les appareils et chaînes de mesures mis en oeuvre pour les contrôles en continu seront régulièrement vérifiés, étalonnés et calibrés selon les spécifications du fournisseur.

Ils seront implantés de manière à :

- ne pas empêcher les contrôles périodiques et ne pas perturber les écoulements au voisinage des points de mesure de ceux-ci,
- pouvoir fournir des résultats de mesure non perturbés, notamment durant la durée des contrôles périodiques.

Les résultats des contrôles seront transmis à l'inspecteur des installations classées :

- dès réception du rapport de mesures pour les contrôles périodiques,
- mensuellement et selon les formes qu'il définira pour les contrôles permanents.

Cette transmission des résultats sera accompagnée des commentaires sur les dépassements constatés ainsi que sur les actions correctrices prises ou envisagées. Seront également précisées les conditions de fonctionnement de l'installation contrôlée (niveau de production, taux de charge, ...).

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence sont celles fixées à l'annexe 1a au présent arrêté. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Bilan

Un bilan quantitatif des émissions des polluants émis à l'atmosphère sur l'ensemble du site sera établi annuellement et transmis avant le 1^{er} avril de chaque année à l'inspecteur des installations classées. Outre l'aspect quantitatif, ce bilan précisera également les principales sources d'émission et ses modalités de réalisation.

Ce bilan portera sur les rejets de CO₂, SO₂, NOx, COV, Poussières, ...

1.4 - CONTRÔLES DANS L'ENVIRONNEMENT -

La surveillance de la qualité de l'air ou des retombées (pour les poussières) dans l'environnement de l'établissement pourra être imposée par l'inspecteur des installations classées en cas de besoin, aux conditions fixées par celui-ci et aux frais de l'exploitant.

Ce réseau pourra être commun à plusieurs établissements.

Les données correspondantes seront transmises mensuellement et dans les formes qu'il définira à l'inspecteur des installations classées ou avec l'accord de celui-ci à un organisme mandaté par l'exploitant pour assurer cette centralisation.

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence sont celles fixées à l'annexe 1b au présent arrêté.

En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

En complément, à la demande de l'inspecteur des installations classées et suivant des modalités qu'il définira, il sera procédé dans l'environnement à des campagnes de mesures visant à contrôler les concentrations des polluants dangereux susceptibles d'être émis par les installations. Les frais occasionnés par ces mesures seront à la charge de l'exploitant.

2 - POLLUTION DES EAUX

2.1 - TRAVAUX -

Dans le cadre de la restructuration des réseaux l'exploitant procédera aux travaux en 5 tranches réparties de la façon suivante :

Année 1997 : Aciérie - Usinage - Bassin du Centre
Canalisations EP, EU et EI - Dallage zone 2
Premier raccordement au collecteur Ondaine.

Année 1998 : Nouvelle forge - Entretien
Canalisations EP, EU et EI.

Année 1999 : Traitements thermiques - Refusion
Canalisations EP, EU et EI.
Deuxième raccordement au collecteur Ondaine.

Année 2000 : Séparateurs d'hydrocarbures - Equipements de mesures
Parc à ferrailles (dallage).

Année 2001 : Ancienne forge - Postes de cordes - Usinage
Canalisation EP, EU et EI.
Dallages et couverture de bennes à copeaux.

Les eaux vannes usées seront rejetées dans le collecteur Ondaine après signature d'une convention avec le gestionnaire du collecteur.

Les eaux pluviales et les eaux industrielles seront rejetées dans le milieu naturel (rivière Ondaine).

Les eaux industrielles transiteront par quatre points de rejet qui seront aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent. Les points de rejet n° 1 et N° 2 seront équipés de dispositifs permettant la mesure en continu du débit, de la température et du PH.

*point de rejet
seul.*

2.2 - CONDITIONS D'EXPLOITATION -

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.

2.2.1 - Protection des eaux potables

Les branchements d'eaux potables sur la canalisation publique seront munis d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation, ils seront munis de compteurs permettant de totaliser les consommations d'eaux.

2.2.2 - Prélèvement d'eau

l'exploitation des deux pompages de sécurité dans la nappe situés l'un à proximité du four de fusion, l'autre dans l'atelier des traitements thermiques fera l'objet d'une surveillance particulière, en outre un dossier spécifique transmis à l'inspection des installations classées sous 3 mois indiquera : les données techniques, l'étude hydrogéologique correspondante, les débits, les rabattements, les points de rejet.

2.2.3 - Différents types d'effluents liquides

Les eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

Les eaux pluviales

Le ruissellement des eaux pluviales sur les toitures, aires de stockage, présentant un risque particulier d'entraînement de pollution, sera collecté et traité avant rejet en cas de besoin.

Le réseau de collecte des eaux pluviales devra être raccordé à un bassin de rétention capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales, soit 10 mm d'eau. En cas de difficulté d'implantation du bassin, l'exploitant procédera à une étude des flux pouvant transiter par ce réseau et des mesures compensatoires seront proposées.

NON

Le bassin de confinement pourra être commun avec celui prévu au paragraphe 2.5.4. Les conditions de rejet des eaux ainsi collectées sont identiques.

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants devront être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.

Les eaux de refroidissement

Les eaux servant au refroidissement ou au chauffage de produits toxiques devront obligatoirement circuler en circuit fermé.

Les eaux résiduaires industrielles

Il n'y aura pas d'eaux résiduaires industrielles.

2.3 - COLLECTE ET CONDITIONS DE REJETS DES EFFLUENTS LIQUIDES

X

2.3.1 - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées (notamment eaux vannes).

2.3.2 - Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

2.3.3 - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur ou les égouts extérieurs à l'établissement.

2.3.4 - Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils devront être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement effectués de manière au minimum quinquennale, donneront lieu à compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

.../...

2.3.5 - Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, devront comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

2.3.6 - Les rejets directs ou indirects de substances mentionnées à l'annexe IV sont interdits dans les eaux souterraines, à l'exception de ceux dus à la réinjection dans leur nappe d'origine, d'eaux à usage géothermique, d'eaux d'exhaure des carrières et des mines ou d'eaux pompées lors de certains travaux de génie civil, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié.

2.4 - QUALITÉ DES EFFLUENTS REJETÉS

Les effluents devront être exempts :

- de matières flottantes,

- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,

- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

- Le débit maximal de l'ensemble des points de rejet devra être inférieur au 1/10 du débit maximal de la rivière Ondaine.

- Les effluents rejetés respecteront les valeurs imposées à l'annexe II.

Eaux pluviales

Un prélèvement annuel sera effectué sur les eaux pluviales ; les éléments à analyser seront fixés d'un commun accord entre l'exploitant et l'inspecteur des installations classées. Des contrôles prévus au paragraphe 2.5.4 (bassin de confinement) seront par ailleurs effectués.

2.5 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

2.5.1 - Dispositions générales :

Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur. Une liste des installations concernées, même occasionnellement, sera établie par l'exploitant, communiquée à l'inspecteur des installations classées et régulièrement tenue à jour.

2.5.2- Capacités de rétention

Les unités, parties d'unités, stockages fixes, ou mobiles à poste fixe, ainsi que les aires de transvasement seront équipés de capacités de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.

Le volume et la conception de ces capacités de rétention devront permettre de recueillir dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits contenus dans les stockages et installations de fabrication susceptibles d'être endommagés lors d'un sinistre ou concernés par un même incident, malgré les agents de protection et d'extinction utilisés.

Les unités, parties d'unité, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement de produits dangereux ou insalubres devront être équipés de capacités de rétention dont le volume utile devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du plus grand réservoir ou appareil associé,
- 50 % de la quantité globale des réservoirs ou appareils associés.

Pour le stockage de lubrifiant ou de produit non inflammable en récipient de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, ce volume utile peut être réduit à 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieur à 600 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres).

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Les capacités de rétention et le réseau de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans l'égout ou le milieu naturel.

2.5.3 - État des stockages

Le bon état de conservation des stockages fixes ou mobiles, situés dans l'établissement ou introduits de façon temporaire dans son enceinte, doit faire l'objet d'une surveillance particulière de la part de l'exploitant.

Les stockages de produits liquides inflammables ou dangereux seront munis d'une alarme de niveau haut afin d'éviter tout débordement.

Les stockages enterrés de liquides inflammables devront respecter les dispositions de l'instruction du 17 avril 1975.

2.5.4 - Bassins de confinement

Les installations comportant des stockages :

- de produits très toxiques ou de produits toxiques particuliers,
- de substances visées à l'annexe IV,

doivent être équipées d'un bassin de confinement.

Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. (Annexe II)

Le bassin doit être maintenu, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible.

2.6 - CONSÉQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

2.6.1 - Pollution des eaux de surface

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1 - La toxicité et les effets des produits rejetés ;
- 2 - Leur évolution et conditions de dispersion dans le milieu naturel ;

- 3 - La définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
- 4 - Les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre ;
- 5 - Les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, ou la flore exposées à cette pollution ;
- 6 - Les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

L'ensemble des dispositions prises et les éléments bibliographiques rassemblés par l'exploitant pour satisfaire aux prescriptions ci-dessus feront l'objet d'un dossier de lutte contre la pollution des eaux de surface, transmis en deux exemplaires à l'inspecteur des installations classées et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

Ce dossier comprendra en particulier :

- les caractéristiques prévues aux points 1, 2, 4, 5 et 6 ci-dessus, pour les principaux éléments toxiques utilisés ou fabriqués dans l'établissement, même à titre de produits intermédiaires et qui en raison de leurs caractéristiques et des quantités mises en oeuvre peuvent porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct,
- une note exposant la méthodologie et les moyens techniques mis en oeuvre pour satisfaire rapidement, lors d'un sinistre, aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus.

2.6.2. Surveillance des eaux souterraines

La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'établissement fera l'objet d'une surveillance, notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles. A cette fin, 2 piézomètres seront mis en place, dont 1 en amont de l'établissement et 1 en aval. Dans ces piézomètres, des mesures de niveau d'eau, des prélèvements et analyses de ces eaux seront effectués au minimum deux fois par an.

Les modalités pratiques de cette surveillance seront définies dans une consigne soumise à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

Toute anomalie devra être signalée à l'inspection dans les meilleurs délais.

En cas de pollution des eaux souterraines par l'exploitant, toutes dispositions devront être prises pour faire cesser le trouble constaté.

3 - DÉCHETS

3.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Cadre législatif

3.1.1 - L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée et ses textes d'application).

A cette fin, il se devra successivement de :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique,
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans des installations techniquement adaptées et réglementairement autorisées.

3.1.2 - Les emballages industriels devront être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Dispositions relatives aux plans d'éliminations des déchets

3.1.3 - L'élimination des déchets industriels spéciaux devra respecter les orientations définies dans le plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux (PREDIRA) approuvé par arrêté préfectoral du 28 août 1994.

3.1.4 - L'élimination des déchets industriels banals devra respecter les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral.

Dispositions en référence à l'étude déchets

3.1.5 - Les dispositions proposées par l'exploitant dans son étude déchets et ses compléments, et qui ne sont pas en contradiction avec les objectifs ou les prescriptions particulières du présent arrêté, sont rendues applicables par le présent arrêté.

3.1.6 - Pour un déchet donné, le changement de niveau de la filière d'élimination ou de la filière d'élimination au sein d'un même niveau, tels que définis dans l'étude déchets, devra être porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'inspecteur des installations classées. Une note justificative devra préciser l'impact de cette modification sur l'environnement en apportant tous les éléments d'appréciation sur les nuisances et dangers induits par le changement de la filière d'élimination.

3.2 - PROCÉDURE DE GESTION DES DÉCHETS

L'exploitant organisera, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

3.3 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

3.3.1 - Récupération - Recyclage - Valorisation

3.3.1.1 - Toutes dispositions devront être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles.

3.3.1.2 - Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre, ... devra être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification devra en être apportée à l'inspecteur des installations classées.

3.3.1.3 - Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions devront être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils devront être éliminés comme des déchets industriels spéciaux dans les conditions définies au paragraphe 3.3.4.3 ci-dessous.

3.3.1.4 - Les boues provenant du traitement des eaux ne pourront être utilisées en agriculture que si elles sont conformes aux spécifications énoncées dans la norme NFU 44041 et sous réserve d'une autorisation spécifique ; dans les autres cas, elles devront être traitées comme des déchets industriels spéciaux et éliminées dans les conditions définies au paragraphe 3.3.4.3 ci-dessous.

3.3.1.5 - Par grands types de déchets (bois, papier, carton, verre, huile, etc.), un bilan annuel précisant le taux et les modalités de valorisation sera effectué et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

3.3.2 - Stockages

3.3.2.1 - La durée maximale de stockage des déchets ne devra pas excéder 3 mois hormis pour les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou pour des déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. La quantité de déchets stockés sur le site ne devra pas dépasser 200 tonnes.

3.3.2.2 - Toutes précautions seront prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté,
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs),
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : à cet effet, les stockages de déchets seront réalisés sur des aires dont le sol sera imperméable et résistant aux produits qui y seront déposés ; ces aires, nettement délimitées, seront conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales seront récupérées et traitées,
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs.

3.3.2.3 - Stockage en emballages

Les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus.

Les déchets conditionnés en emballages devront être stockés sur des aires couvertes et ne pourront pas être gerbés sur plus de 2 hauteurs.

Pour les déchets industriels spéciaux, l'emballage portera systématiquement des indications permettant de reconnaître les dits déchets.

3.3.2.4 - Stockage en cuves

Il n'y aura pas de stockage de déchets en cuves.

→ sauf huile
20 m³
→ produit usinage

3.3.2.5 - Stockage en bennes

Les déchets ne pourront être stockés en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires identifiées et affectées à cet effet. Toutes les précautions seront prises pour limiter les envois. Les aires de stockage des bennes de récupération des copeaux métalliques de l'atelier usinage seront étanches, les égouttures seront récupérées et éliminées suivant les règles réglementaires.

3.3.3 - Transport

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assurera lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

3.3.4 - Élimination des déchets

3.3.4.1 - Principe général

3.3.4.1.1 - L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés pendant 3 ans.

3.3.4.1.2 - Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Cependant, il pourra être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les déchets non souillés par des substances nocives ou toxiques (papier, palette, etc.) lorsque ces derniers seront utilisés comme combustibles lors des "exercices incendie".

3.3.4.1.3 - Ne pourront être éliminés en centre de stockage de classe 1 que les déchets industriels spéciaux cités dans les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 relatifs au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés.

3.3.4.2 - Déchets banals

3.3.4.2.1 - Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) non triés et non souillés par des produits toxiques ou polluants pourront être récupérés ou éliminés dans des installations réglementairement autorisées en application des dispositions du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

3.3.4.2.2 - Au plus tard en juillet 2002, les déchets industriels banals non triés ne pourront plus être éliminés en décharge. On entend par déchets triés, les déchets dont on a extrait au moins les matériaux valorisables (bois, papier, carton, verre, etc.).

3.3.4.3 - Déchets industriels spéciaux

3.3.4.3.1 - Les déchets industriels spéciaux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement devront faire l'objet de traitements spécifiques garantissant de tout risque de pollution sur le milieu récepteur. Les filières de traitement adoptées devront respecter le principe de non-dilution.

3.3.4.3.2 - Pour chaque déchet industriel spécial, l'exploitant établira une fiche d'identification du déchet qui sera régulièrement tenue à jour et qui comportera les éléments suivants:

- le code du déchet selon la nomenclature,
- la dénomination du déchet,
- le procédé de fabrication dont provient le déchet,
- son mode de conditionnement,
- le traitement d'élimination prévu,
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
- la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale),
- les risques présentés par le déchet,
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

3.3.4.3.3 - L'exploitant tiendra, pour chaque déchet industriel spécial, un dossier où seront archivés :

- la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour,
- les résultats des contrôles effectués sur les déchets,
- les observations faites sur le déchet,
- les bordereaux de suivi de déchets industriels renseignés par les centres éliminateurs.

3.3.4.3.4 - Pour chaque enlèvement les renseignements minimaux suivants seront consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, ...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité enlevée,

- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

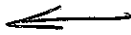
3.3.4.3.5 - L'ensemble de ces renseignements sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

3.3.4.3.6 - La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement), feront l'objet d'une déclaration trimestrielle, dans les formes définies en accord avec l'inspecteur des installations classées, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

3.3.4.4 - Filières d'élimination

Les filières d'élimination des différents déchets générés sont fixées en annexe III. Un tableau conforme à l'annexe III fera l'objet d'une mise à jour par l'exploitant de façon annuelle et sera transmis à l'inspecteur des installations classées. Les filières d'élimination pourront être évolutives dans le sens de la valorisation des différents co-produits. En ce qui concerne les déchets générés en faible quantité par le service entretien, le service médical, le service contrôle et les services généraux ceux-ci seront introduits dans les filières d'élimination précisées en annexe III.

*tableau
annuel.*



4- SÉCURITÉ

4.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

4.1.1 - Clôtures

L'établissement sera efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

La clôture sera facilement accessible à l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité.

4.1.2 - Gardiennage

Un gardiennage sera assuré en permanence. En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance seront organisées. L'exploitant établira une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

Le personnel de gardiennage sera familiarisé avec les installations et les risques encourus, et recevra à cet effet une formation particulière.

Il sera équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.

*Bon au poste
d'entrée*

du le 7/1/89

Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin durant les périodes de gardiennage.

4.1.3 - Règles de circulation

L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles seront portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes, ...).

En particulier, les dispositions appropriées seront prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes, les canalisations de produits dangereux ou d'utilités nécessaires à la sécurité.

Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectueront suivant des parcours bien déterminés et feront l'objet de consignes particulières.

4.1.4 - Accès, voies et aires de circulation

4.1.4.1 - Les voies de circulation et d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation.

4.1.4.2 - Les bâtiments seront accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 mètres,
- rayons intérieurs de giration : 11 mètres,
- hauteur libre : 3,50 mètres,
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

4.2 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT DES BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS

4.2.1 - Conception des bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie et à permettre le confinement des fuites de gaz toxiques et leur traitement.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation seront aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

4.2.2 - Conception des installations

Dès la conception des installations, l'exploitant privilégiera les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres.

Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent seront conçus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits, qui pourrait entraîner une aggravation du danger.

Les matériaux utilisés seront adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents seront disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément.

Les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 1 000 l porteront de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans le règlement pour le transport des matières dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles seront indiqués de façon très lisible le ou les numéros de symboles de dangers correspondant aux produits stockés.

Les appareils de fabrication, lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux en dehors des périodes de travail, devront porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant.

4.2.3 - Alimentation électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Il sera prévu une alimentation électrique de secours ou de remplacement. En cas de risque aggravé de défaillance de l'alimentation principale, en particulier résultant de conditions météorologiques extrêmes (risque de foudre, températures extrêmes, etc.) on s'assurera pour le moins de la disponibilité immédiate de l'alimentation de secours.

4.2.4 - Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation.

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- Limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables ;
- Utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques ;
- Limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;
- Continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages, ...).

4.2.5 - Protection contre la foudre

L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre de la foudre de certaines installations classées est applicable selon des modalités précisées par des prescriptions particulières qui fixeront notamment : les installations concernées, les échéanciers de mise en conformité pour les installations existantes.

L'exploitant dispose d'un système d'alerte sur le risque local et imminent de chute de la foudre. Une consigne de sécurité est spécifique à ce risque sur les installations.

4.2.6 - Protection parasismique

L'arrêté ministériel du 10 mai 1993 relatif aux règles parasismiques est applicable selon des modalités qui font l'objet de prescriptions particulières fixant notamment :

- les installations à protéger contre l'effet du Séisme Majoré de Sécurité,
- les échéanciers correspondants pour les installations existantes.

4.2.7 - Equipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité

L'exploitant déterminera la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des installations, c'est à dire ceux dont le dysfonctionnement les placerait en situation dangereuse ou susceptible de le devenir, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire, ou en situation accidentelle.

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations seront mesurés et si nécessaire enregistrés en continu.

De plus, le dispositif de conduite des installations sera conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives excessives des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les appareils de mesure ou d'alarme des paramètres I.P.S. figureront à la liste des équipements I.P.S.

Les équipements importants pour la sécurité seront de conception éprouvée. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité seront connus de l'exploitant. Pour le moins, leurs défaillances électroniques seront alarmées, et leur alimentation électrique et en utilité secourues sauf parade de sécurité équivalente.

Ils seront conçus pour être testés périodiquement, en tout ou partie, sauf impossibilité technique justifiée par des motifs de sécurité.

Ils devront résister aux agressions internes et externes.

Ces équipements seront contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement, selon des procédures écrites.

La conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements sera définie par des consignes écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification seront enregistrées et archivées.

4.2.8 - Salles de contrôle et dispositif de conduite des unités

4.2.8.1 - Les salles de contrôle des unités seront conçues de façon à assurer une protection suffisante des personnels et des dispositifs matériels associés à la sécurité des unités, contre les effets d'accidents susceptibles de survenir dans leur environnement proche, tels l'incendie, l'explosion, l'émission de gaz toxique.

Cette protection devra être suffisante notamment pour que :

- les procédures d'arrêt d'urgence, d'isolement, puissent être mises en oeuvre jusqu'à achèvement ;
- le personnel puisse prendre, en sécurité, les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant aux gaz ou émanations potentiels seront mis à disposition du personnel de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles seront adaptées aux interventions normales et aux circonstances accidentelles, et elles seront accessibles en toute circonstance.

4.2.8.2 - Dispositif de conduite

Le dispositif de conduite des unités sera centralisé en salle de contrôle.

Ce dispositif de conduite comportera la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres significatifs de la sécurité des installations.

De plus, ce dispositif de conduite sera conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive excessive des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Il sera assuré par deux systèmes indépendants :

- l'un, dit "système de conduite", assurant la conduite de la marche normale de l'unité et son maintien dans les limites du domaine sûr de fonctionnement,
- l'autre, dit "système de sécurité", assurant la mise en sécurité de l'unité, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis.

Les actions déclenchées par ce dernier système ne devront pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite, ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

4.2.9 - Systèmes d'alarme et de mise en sécurité.

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique devront être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

Dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité

- Chaque installation devra pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité telle que :
 - * dérive du procédé au-delà des limites fixées dans le dossier sécurité
 - * incident ou accident dans l'unité, dans son environnement ou dans l'établissement.
- Ce dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité prendra en charge les différentes actions nécessaires à cette mise en sécurité de l'installation :
 - * automatiquement par l'intermédiaire, du système de sécurité visé au paragraphe 4.2.8.2
 - * et/ou par action manuelle sur des commandes de type "coup de poing" déclenchant des séquences automatiques d'arrêt d'urgence ou des actions directes sur les équipements concourant à la mise en sécurité.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en oeuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement seront classés "équipements importants pour la sécurité" (I.P.S.) .

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en oeuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement seront clairement repérés et pour les commandes "coup de poing", facilement accessibles sans risque pour l'opérateur.

4.3 - Sécurité des procédés

Dossier sécurité

L'exploitant établira la liste de tous les procédés chimiques mis en oeuvre dans l'établissement.

Chacun d'eux fera l'objet d'un examen systématique sur la base d'un ensemble de critères permettant d'apprécier leurs risques potentiels pour l'environnement et la sécurité.

L'exploitant dressera ensuite sous sa responsabilité la liste des procédés potentiellement dangereux pour lesquels il constituera un dossier sécurité.

Cette liste sera communiquée à l'inspecteur des installations classées.

4.4 - FORMATION DU PERSONNEL

L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités.

Cette formation devra notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en oeuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Pour ces mêmes installations, une formation particulière sera dispensée au personnel non affecté spécifiquement aux unités, mais amené à intervenir dans celles-ci, que ce personnel soit salarié ou non de l'exploitant.
La formation reçue (cours, stage, exercices, ...) par le personnel de l'entreprise et par le personnel intérimaire fera l'objet de documents archivés.

5 - ETUDE DES SITES ET SOLS POLLUES -

Il est prescrit à la Société TECPHY la mise en oeuvre des mesures suivantes sur le site de FIRMINY.

5.1 - ETUDE PRÉLIMINAIRE - LE PRÉ-DIAGNOSTIC -

La Société TECPHY devra remettre à l'inspecteur des installations classées, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- une étude historique du site considéré, afin de mettre en évidence, dans toute la mesure du possible, la (ou les) zone (s) de dépôts anciens, la nature des produits déversés, la (ou les) activité (s) génératrice (s) de ces produits, la période et l'importance des dépôts.

Cette étude sera réalisée à partir de la collecte et de l'interprétation de l'information disponible : dépouillement des archives du site, recueil de témoignages, examen d'anciens plans, relevés topographiques et photos aériennes,...

- une synthèse des données disponibles sur l'environnement de la zone et, en particulier :

- le contexte géologique,
- le contexte hydrogéologique,
- le mode d'utilisation de la nappe, notamment en aval hydraulique de la zone,
- un recensement des piézomètres et puits existants, ainsi qu'un recueil des données analytiques disponibles.

5.2 - ETUDE DIAGNOSTIC DU SITE : L'ETUDE DES SOLS -

Sur la base des éléments de l'étude préliminaire, la Société TECPHY fera réaliser au moyen d'investigations de terrain, adaptées au problème rencontré, une étude de nature à :

- déterminer l'état de la contamination du site : localisation précise des dépôts ; quantité, nature, état physique, mobilité et biodégradabilité des substances dangereuses et/ou polluantes qui s'y trouvent ; reconnaissance de la qualité des terrains environnants,
- quantifier l'impact actuel des dépôts sur l'environnement,
- évaluer le risque à long terme : évaluation simplifiée des risques et classement du site.

Cette étude de l'état du site et de son impact sera fondée essentiellement sur la réalisation de sondages, prélèvements et analyses d'échantillons de résidus, matériaux et sols contaminés, eaux souterraines, gaz ...

Une attention particulière devra être portée à la réalisation de l'échantillonnage, de façon à ce que celui-ci soit représentatif de la situation. Les procédures de prélèvement, conditionnement, transport et conservation des échantillons devront être conformes aux règles de l'art et garantir au mieux leur intégrité; les tests et analyses, dont la nature sera déterminée en prenant en considération les informations recueillies lors de l'étude préliminaire, devront être réalisés par des laboratoires disposant des qualifications requises et mettant en oeuvre les techniques adaptées à la mesure des paramètres et des substances recherchés (conformité aux normalisations en vigueur ou aux règles de l'art).

Avant le lancement effectif de cette étude diagnostic du site, la Société TECPHY présentera, pour accord, à l'inspecteur des installations classées, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, un programme prévisionnel de réalisation des études et investigations comprenant pour le moins :

- la campagne de prélèvements projetée (type, nombre, localisation,...)
- les procédures d'échantillonnage des sols, déchets, eaux, gaz,...
- le type d'analyses et de caractérisation des échantillons,
- un échéancier de réalisation.

Modalités : le pré-diagnostic, l'étude des sols et l'évaluation simplifiée des risques seront menés conformément au guide - Ministère de l'Environnement - BRGM : " gestion des sites (potentiellement) pollués de décembre 1995 - Les outils ". Si nécessaire une étude d'impact du site sera menée en suivant les mêmes principes que pour l'étude des sols.

5.3 - TRAITEMENTS ENVISAGEABLES POUR LA REHABILITATION -

En fonction du degré de gravité des nuisances ou des risques significatifs de nuisances mis en évidence lors de l'étude de diagnostic, la Société TECPHY fera réaliser une étude complémentaire visant à déterminer les travaux et aménagements préventifs et/ou curatifs nécessaires pour mettre en sécurité à long terme le site.

Si plusieurs traitements sont envisageables, l'étude devra comparer :

- leur efficacité,
- leurs avantages et inconvénients,
- leur coût,

- les délais nécessaires à leur mise en oeuvre,
et justifier la solution proposée sans préjudice des dispositions qui seront finalement retenues en accord avec l'inspecteur des installations classées.

5.4 - SUIVI DES OPERATIONS -

La Société TECPHY devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées pour l'application des points 5.2 et 5.3 qui précèdent.

L'inspecteur des installations classées sera tenu informé en tant que de besoin de l'état d'avancement des opérations et des résultats obtenus. Il pourra demander que des prélèvements ou analyses complémentaires soient effectués.

Les analyses, travaux et études nécessaires pour satisfaire aux dispositions qui précèdent sont à la charge de l'exploitant.

6 - BRUITS ET VIBRATIONS -

6.1 - Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

6.2 - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

6.3 - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

6.4 - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs, etc...) Gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.5 - Niveaux de bruits limites (en dB(A))

Le tableau ci-après fixe :

- les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée
- les émergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Période	Niveaux limites admissibles			Emergences admissibles
	Point A	Point B	Point C	
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	70 dB(A)			+ 6 dB(A)
Nuit : 22h à 6h et dimanches et jours fériés	60 dB(A)			+ 4 dB(A)

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne doit pas excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurnes ou nocturnes définies dans le tableau ci-dessus.

Les émergences admissibles fixées dans le tableau ci-dessus doivent être respectées à partir d'une distance de 100 mètres par rapport aux limites de propriété de l'établissement.

6.6 - La mesure des émissions sonores est fait selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

L'exploitant doit faire réaliser annuellement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements définis par les études du LECES et de l'AINF effectuées en 1991-1992-1993 et 1994.

6.7 - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle sera évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

ARTICLE 3 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de Firminy et M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à St-Etienne, le 27 OCT. 1997

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

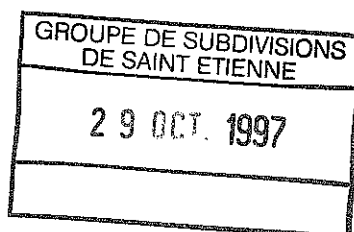
Marc DELATTRE

Ampliation adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Société TECPHY, Usine de l'Ondaine,
BP 141, 42704 FIRMINY,
- M. le Maire de FIRMINY,
- M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de
l'Environnement, Inspecteur des installations classées,
- Archives,
- Chrono.

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attaché de préfecture

Elisabeth
Elisabeth BLANQUET



ANNEXE I.a

METHODES DE MESURE DE REFERENCE

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attaché Principal
Chef de Bureau

J. PELLET

Cette liste comprend les normes homologuées et expérimentales publiées à la date du présent arrêté. Elle sera périodiquement complétée pour prendre en compte les normes publiées postérieurement.

Pour les gaz : émissions des sources fixes :

Débit	NF X10112
O ₂	NF X20377 à 379
Poussières	NF X44052
CO	NF X20361 et 363
SO ₂	NF X43310-X20351 à 355 et 357
HC1	NF X43309
Hydrocarbures totaux	NF X43301
Odeurs	NF X43101 à X43104

Les références X20 sont des fascicules de documentation sans caractère normatif.

Pour les eaux :

pH	NF T90008
Couleur	NF T90034
Matières en suspension totales	NF T90105
DBO ₃	NF T90103
DCO	NF T90101
COT	NF T90102

Azote global : somme de l'azote Kjeldal et de l'azote contenu dans les nitrates et nitrites.

Azote Kjeldal	NF T90110
N (NO ₂)	NF T90013
N (NH ₄ +)	NF T90015
Phosphore	NF T90023
Fluorures	NF T90004
Fe	NF T90017 et NF T90112
Mn	NF T90024 et NF T90112
Al	ASTM 8.57.79
Zn	NF T90112
Cu	NF T90022 et NF T90112
Pb	NF T90027 et NF T90112
Cd	NF T90112
Cr	NF T90112
Ag	NF T90112
Ni	NF T90112
Se	NF T90025
As	NF T90026
CN (libres)	NF ISO6703/2
Hydrocarbures totaux	NF T90114 et NF T90202 et 203 (Raffineries de pétrole)
Indice phénols	NF T90109 et NF T90204 (Raffineries de pétrole)
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	NF T90115
Composés organiques halogénés absorbables sur charbon actif(AOX)	ISO 9562

ANNEXE I.b

METHODES DE MESURES DE REFERENCE

Cette liste comprend les normes homologuées et expérimentales à la date du présent arrêté. Elle sera périodiquement complétée pour prendre en compte les normes publiées postérieurement.

Qualité de l'air ambiant :

CO	NF X 43 012
SO ₂	NF X 43019 et NFX43013
No _x	NF X 43018
Hydrocarbures totaux	NF X 43025
Odeurs	NF X 43101 à X 43104

ANNEXE II

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A L'ARRETÉ
PREFECTORAL DE CE JOUR,
ST-ETIENNE, Le

27 OCT 1987

Limite de rejet dans l'eau des eaux pluviales ou industrielles rejetées dans l'Ondaine.

Matières en suspension totale (M.E.S.T.)	<	30	mg/l
Carbone organique total (C.O.T.)	<	40	mg/l
Demande chimique en oxygène (D.C.O.)	<	125	mg/l
Métaux lourds totaux	<	15	mg/l
dont :			
Cr ⁶⁺	<	0,1	mg/l
Cd	<	0,2	mg/l
Pb	<	0,5	mg/l
Hg	<	0,05	mg/l
As	<	0,1	mg/l
Fluorures	<	15	mg/l
Chlorures	<	15	mg/l
Sulfates	<	15	mg/l
CN libres	<	0,1	mg/l
Hydrocarbures totaux	<	5	mg/l
Dioxines et furannes	<	0,5	mg/l
AOX	<	5	mg/l

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attaché Principal
Chef de Bureau

J. PELLET

N.B. : Les métaux lourds totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Sb, Co, V, Ti, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Se, Te.

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attaché Principal
Chef de Bureau

CODE DU DECHET	DÉSIGNATION DU DECHET
A 212 C 202	Poussières et dépoussiérage four
A 212 C 202	Boues de décantation
A 212 C 810	Scraps
A 212 C 810	Débuts et fins de coulée
A 212 C 810	Déchets d'électrodes
A 212 C 810	Produits et matériels usés
A 212 C 810	Vieilles lingotières
A 212 C 980	Palettes de bois
A 212 C 980	Balayures (aciérie)
A 212 C 980	Battitures
A 212 C 261	Boues de métal oxydé

OBJECTIFS FIXES PAR L'ETUDE DECHETS				BILAN DE L'ELIMINATION DURANT L'ANNEE	
FILIERES D'ELIMINATION PREVUE PAR L'ETUDE DECHETS	QUANTITE MOYENNE ANNUELLE PRODUITE	DELAIS DE REALISATION	FILIERE D'ELIMINATION ACTUELLE	QUANTITE MOYENNE ANNUELLE PRODUITE	
valorisation	130 t	1 998			
	200 t	1 998			
	250 t	immédiat			
valorisation	280 t	immédiat			
	7 t	immédiat			
	53 t	immédiat			
valorisation	501 t	immédiat			
	18 t + 4 t	immédiat			
		1 999			
valorisation	1 000 t	1 998			
	60 t	1 998			

A 212 C 202	Dépoussérage oxycoupage	valorisation	4 t	1 999	
A 213 C 202	Dépoussérage meulage		2 t	1 999	
A 213 C 810	Chutes de métal		3 000 t	immédiat	
A 213 C 810	Vieux chenets	valorisation	25 t + 6 t	immédiat	
A 213 C 810	Outillages et matériels usés		82 t + 10 t + 1 t	immédiat	
A 213 C 810	Balayures (forgé)		60 t + 2,5 t	1 999	
A 242 C 304	Battitures grasses	valorisation	8 t	1 999	
A 242 C 261	Boues bac de trempe à eau		40 t	1 998	
A 242 C 181	Chutes fonte et acier		1500 t + 4 t	immédiat	
A 241 C 181	Tournures souillées d'huile	valorisation	266 t	1 998	
A 241 C 810	Chutes non identifiées		32 t	1 999	
A 241 C 810	Chutes identifiées		14 t + 840 t + 1 000 t	immédiat	
A 241 C 810	Chutes identifiées	valorisation	14 t + 840 t + 1 000 t	immédiat	

ANNEXE III - FILIÈRES D'ÉLIMINATION EXTERNES

		OBJECTIFS FIXES PAR L'ETUDE DECHETS				BILAN DE L'ELIMINATION DURANT L'ANNEE ECOULEE	
CODE DU DECHET	DESIGNATION DU DECHET	FILIERES D'ELIMINATION PREVUE PAR L'ETUDE DECHETS	QUANTITE MOYENNE ANNUELLE PRODUITE	DELAIS DE REALISATION	FILIERE D'ELIMINATION ACTUELLE	QUANTITE MOYENNE ANNUELLE PRODUITE	
A 212 C 203	Litières d'aciérie	valorisation	7 t + 3150 t	2 000			
A 212 C 203	Sables et débris		450 t + 120 t	2 000			
A 212 C 203	Débris réfractaires lourds		100 t + 822 t + 3,5 t	2 000			
A 212 C 98	D.I.B.	Incinération	3 t + 20 t + 3 t + 2 t + 3 t	1 998			
A 213 C 144	Meulures grossières	Valorisation	250 t	2 000			
A 213 C 144	Huiles usagées	Physico-chimique	25 t	Immédiat			
A 213 C 144	Sables de joints	Valorisation	5 t	1 999			
A 242 C 980	Balayures Traite Thermique	Décharge	80 t	Immédiat			
A 241 C 142	Huile soluble	Evapoincineration	20 t	Immédiat			

A 241 C 820	Plaquettes de carbure usées	Valorisation	200 kg	immédiat	
A 241 C 205	Fûts vides	Valorisation	2 t	immédiat	
A 241 C 302	DIB - Granulats ou sclure absorbant	Valorisation	5 t + 15 t	1 999	
A 241 C 172	Boues grasses fonds de baches à fluide de coupe	Valorisation	1 t + 1 t	1 999	
A 241 C 980	DIB - Lames de scie - toile Emery, chiffons gras	Incinération + tri	9 t	1 999	
A 241 C 122	Liquides dégraissage	Incinération	2 t	Immédiat	
A 241 C 124	Ressuage (dégraissant + pénétrant)	physico-chimique	75 t	immédiat	
A 231 C 810	Fûts métalliques rebutés	Valorisation	1 t	1 999	
A 245 C 203	Réfractaires fibreux	Valorisation	6 t	2 000	
A 245 C 148	Huiles (service entretien)	Valorisation	7 t + 3 t	1 998	
A 881 C 860	Papiers bureaux - entretien O.M.	Incinération	20 t + 13 t + 12 t + 2 t	1 998	

27 OCT. 1997

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attaché Principal
Chef de Bureau

ANNEXE IV

J. PELLET

Composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu aquatique.

Composés organophosphorés.

Composés organostanniques.

Substances qui possèdent un pouvoir cancérigène, mutagène ou tératogène dans le milieu aquatique ou par l'intermédiaire de celui-ci.

Mercure et composés de mercure.

Cadmium et composés de cadmium.

Huiles minérales et hydrocarbures.

Cyanures.

Eléments suivants ainsi que leurs composés :

1/ zinc	11/ étain	
2/ cuivre		12/ baryum
3/ nickel		13/ béryllium
4/ chrome	14/ bore	
5/ plomb		15/ uranium
6/ sélénium		16/ vanadium
7/ arsenic	17/ cobalt	
8/ antimoine	18/ thallium	
9/ molybdène	19/ tellure	
10/ titane	20/ argent	

Biocides et leurs dérivés.

Substances ayant un effet nuisible sur la saveur ou sur l'odeur des eaux souterraines ou sur l'odeur des produits de consommation de l'homme dérivés du milieu aquatique, ainsi que les composés, susceptibles de donner naissance à de telles substances dans les eaux et de rendre celle-ci impropre à la consommation humaine.

Composés organosiliciés toxiques ou persistants et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans les eaux, à l'exclusion de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement dans l'eau en substances inoffensives.

Composés inorganiques du phosphore et phosphore élémentaire.

Fluorures.

Substances exerçant une influence défavorable sur le bilan d'oxygène, notamment : ammoniacque et nitrites.